

74 % D'OPPOSITION ET NOUS ET NOUS ET NOUS !

Un meeting s'est tenu sur le terre-plein des Invalides réunissant entre 12H et 14H30 plus de 3 000 personnes. Des secrétaires généraux des Confédérations CGT-FO, CGT, des organisations nationales FSU et SOLIDAIRES, des organisations étudiantes et lycéennes UNEF - FIDL et UNL, s'exprimant et réaffirmant tous leur volonté d'obtenir le retrait du projet de loi.

Un positionnement et un combat mené qui conduisent une nouvelle fois à constater que nous ne sommes pas isolés et menant des actions « d'arrière-garde » puisqu'un dernier sondage indique que 74 % des Français sont en désaccord avec le projet de loi.

Décidément, il est intéressant de rappeler qu'à diverses reprises le Président de la République indiquait que les Français « revendiquaient » des réformes - sans doute - mais la dure réalité pour lui c'est de constater aujourd'hui qu'une très grande majorité de Français ne veut pas de sa contre-réforme !

Les députés qui viennent de commencer l'étude de ce projet de loi devraient eux aussi s'inspirer de ce que pensent les Français parmi lesquels se situent 7 organisations syndicales, de salariés, d'étudiants et de lycéens.

À partir de ces éléments, mais également de ceux qui conduisent les médias à s'intéresser plus aux

« violences » qu'au fond du dossier et de notre positionnement, le gouvernement devrait avoir la sagesse d'annoncer le retrait du projet de loi plutôt que de porter la responsabilité de la « casse » de la démocratie en imposant par le 49/3 ce projet de loi et en permettant aux « casseurs » de poursuivre leur sale besogne.

Il faut bien constater également qu'à l'occasion de ce meeting la reconduction de la grève était à l'ordre du jour mais que la nécessité de la préparer reposait sur la nécessité d'organiser partout les assemblées générales comme c'est le cas dans les lycées ou dans les secteurs où des blocages se produisent ou sont en préparation.

Pour l'URIF-FO, nous soutiendrons toutes les démarches entreprises qui iront dans ce sens.

Les organisations nationales ont décidé d'une interpellation des députés le 12 mai.

Une réunion interrégionale se tient aujourd'hui, il ne fait aucun doute que nous déciderons d'une action pour ce 12 mai 2016. Nous vous informerons des décisions prises lors de cette réunion de la région Ile-de-France (FO - CGT - FSU - SOLIDAIRES - UNEF - UNL - FIDL)

Merci à tous de votre engagement.



Paris, le 4 mai 2016